

Un Québec fou de ses enfants



ISABELLE MARÉCHAL

Lundi, 25 mai 2015 05:00

MISE à JOUR Lundi, 25 mai 2015 05:00

Ce titre n'est pas de moi. Je l'emprunte à un des rapports les plus marquants de l'histoire du Québec qui fut rendu public en 1991 par le groupe de travail sur les jeunes.

Un document fort bien préparé qui reste la référence aujourd'hui encore pour tous ceux qui s'intéressent à la condition de nos enfants.

En gros, on y concluait que le Québec malgré toute sa bonne volonté échouait à s'occuper adéquatement de sa jeunesse, aux prises avec de nombreux problèmes, dont la pauvreté, l'abandon et l'échec scolaire.

Le rapport qui fêtera bientôt ses 25 ans se demandait «Par où commencer?» et proposait une série de recommandations. Je vous résume: de 2 à 4 ans, il fallait préparer la réussite et l'intégration sociale de nos enfants; de 5 à 11 ans, les entourer d'adultes bienveillants; de 12 à 17, améliorer l'école de nos jeunes; et à n'importe quel âge, concluait le rapport, respecter nos jeunes. On y invitait d'ailleurs «la société québécoise à replacer l'enfant au centre de sa vie collective afin que nous soyons tous "fous de nos enfants"». L'école, ses éducateurs et ses enseignants, vous l'avez compris, étaient au centre des actions.

On a fait quoi ?

Aujourd'hui, un quart de siècle plus tard, on peut se demander: On a fait quoi? Car à voir avec quelle légèreté nous sommes en train de passer dans le tordeur de l'austérité des pans entiers de notre programme éducatif, il faut croire que nous avons échappé l'essentiel du message. Au lieu de préserver l'éducation, Québec la considère comme un poste budgétaire égal aux autres, faisant fi de toute logique.

Au total, ce sont 350 millions de compressions exigées par le gouvernement.

Les dernières règles budgétaires sont si restrictives que la Fédération des commissions scolaires prévoit une coupe d'environ 250 postes de professionnels, psychologues, psychoéducateurs, orthophonistes. Pas besoin de lire entre les lignes. Ce sont les services aux élèves qui seront directement touchés. Sans parler des dernières compressions dans les services de garde en milieu scolaire dont bénéficient plus de 220 000 élèves.

Ne pas porter l'odieux

Pour s'en sortir, on fait semblant. Des commissions scolaires ont commencé à justifier l'injustifiable en prétendant faire mieux avec moins. C'est le jeu de la Commission scolaire de Laval, une des plus importantes au Québec, qui se réjouit de la suppression d'une vingtaine de classes spécialisées pour enfants handicapés ou en difficulté; 200 enfants sont visés.

«Nos élèves réussissent mieux qu'avant», affirme soudain la CSL. Que voulez-vous, il y a plus de 13 millions de dollars à couper! Alors, on coupe sans réfléchir au sort de ces élèves dont le nombre et les besoins ne cessent d'augmenter. Et comme personne ne veut porter l'odieux de ces coupes, on prétend que la situation s'est améliorée.

Du nivellement par le bas, il n'y a qu'un pas que les commissions scolaires n'hésiteront pas à franchir pour sauver leur peau.

Des milliers de jeunes risquent d'y perdre au change si on n'écoute pas ce que disent ceux qui s'en occupent à notre place, c'est-à-dire les éducateurs et les enseignants. Ces soldats silencieux, mais épuisés semblent être les derniers «fous de nos enfants».

Vous désirez réagir à ce texte dans nos pages Opinions?

Écrivez-nous une courte lettre de 100 à 250 mots maximum à l'adresse suivante: **opinions@quebecormedia.com**
